



Investir dans les populations rurales

## Conseil d'administration

Cent trente-septième session  
Rome, 13-15 décembre 2022

---

# Rapport du Président

## Proposition de prêt

### Royaume du Lesotho

## Projet d'appui à la compétitivité de la filière de la laine et du mohair

Numéro du projet: 2000003942

---

Cote du document: EB 2022/137/R.32

Point de l'ordre du jour: 16 a) ii) b)

Date: 17 novembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

**Pour: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 55.

---

---

### Questions techniques:

**Sara Mbago-Bhunu**

Directrice régionale

Division Afrique orientale et australe

courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

**Philipp Baumgartner**

Directeur de pays

Division Afrique orientale et australe

courriel: p.baumgartner@ifad.org

---

## Table des matières

<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	3
<b>II. Description du projet</b>	<b>3</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
<b>III. Risques</b>	<b>10</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
<b>IV. Exécution</b>	<b>12</b>
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	13
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>14</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>14</b>

### Appendices

- I. Negotiated financing agreement (le document sera mis à disposition avant la session)
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

---

#### Équipe d'exécution du projet

---

Directrice régionale:	<b>Sara Mbago-Bhunu</b>
Directeur de pays:	<b>Philipp Baumgartner</b>
Responsable technique:	<b>Antonio Rota</b>
Responsables des finances:	<b>John Zigi, Virginia Cameron</b>
Spécialiste climat et environnement:	<b>Ricci Symons</b>
Juriste:	<b>Felister Munyua</b>

---

## Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 14-07-2022

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	Royaume du Lesotho, représenté par le Ministère des finances
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture, de la nutrition et de la sécurité alimentaire
<b>Coût total du projet:</b>	72,644 millions d'USD
<b>Montant du premier prêt du FIDA (Système d'allocation fondé sur la performance):</b>	15,2 millions d'USD
<b>Conditions du premier prêt du FIDA:</b>	Conditions mixtes
<b>Montant du deuxième prêt du FIDA (Mécanisme d'accès aux ressources empruntées):</b>	5 millions d'USD
<b>Conditions du deuxième prêt du FIDA:</b>	Conditions ordinaires: Délai maximum de remboursement de 35 ans, y compris un différé d'amortissement maximum de 10 ans, sous réserve d'une échéance moyenne maximale de 20 ans
<b>Cofinanceurs:</b>	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international (Fonds de l'OPEP) Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
<b>Montant du cofinancement:</b>	Fonds de l'OPEP: 20 millions d'USD FEM: 5,2 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt du Fonds de l'OPEP Don du FEM
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	8,061 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	7,381 millions d'USD
<b>Déficit de financement:</b>	11,802 millions d'USD
<b>Montant du financement climatique apporté par le FIDA:</b>	4,130 millions d'USD
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## I. Contexte

### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

#### Contexte national

1. Le Royaume du Lesotho, dirigé par un gouvernement de coalition, a connu une décennie d'instabilité politique relative, les partis et coalitions se succédant à un rythme soutenu, et entraînant aussi parfois la chute de gouvernements. Cela n'est pas sans conséquence sur la dynamique de développement du pays. L'eau, les diamants et les textiles sont les principaux produits exportés par le Lesotho; parmi eux, seuls les textiles créent un nombre important d'emplois.
2. Le secteur agricole, source importante de moyens d'existence, occupe environ 71% de la population rurale basotho<sup>1</sup>. L'élevage représente la plus grande part du produit intérieur brut (PIB) agricole. La laine et le mohair sont les deux produits agricoles les plus importants et représentent environ 60% des exportations agricoles. Depuis le classement du Lesotho comme pays à revenu intermédiaire inférieur, en 2019, les conditions d'emprunt pour le financement du développement se durcissent. Cela représente un important défi de développement pour le pays, et fait du développement axé sur le secteur privé et du renforcement de la résilience des filières commerciales des priorités essentielles.
3. La laine et le mohair sont les fibres naturelles les plus utilisées dans le secteur de l'habillement et sur le marché de la mode haut de gamme. L'élevage de moutons à laine et de chèvres mohair contribue de manière significative aux moyens d'existence d'environ 45 000 familles rurales basotho. La laine et le mohair sont des produits biodégradables, renouvelables et écologiques, d'où leur positionnement de niche en tant que fibres « vertes ». Ces produits étant influencés par les dépenses de détail des consommateurs, leur viabilité est dépendante des préférences de consommation et des exigences du marché final<sup>2</sup>.
4. Le secteur de la laine et du mohair du pays est en butte à des difficultés majeures: coordination limitée de la filière et méfiance; défaut de données pour la gestion, les politiques et la planification; accès limité au financement; gestion peu performante des installations publiques essentielles (hangars de tonte, haras de moutons et de chèvres pour les races améliorées). Par ailleurs, la forte dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud pour l'achat d'intrants et l'accès aux services pèsent sur les agriculteurs indépendants, les associations et les principaux acteurs du secteur privé. La prédominance des rapports sur papier limite la certification des produits.
5. Les bonnes performances économiques du secteur sont en outre entravées par une scission récemment intervenue au sein de la principale organisation de producteurs<sup>3</sup>, par la modification plutôt circonstanciée des règles de commercialisation et par le fait que, en dehors du cadre des projets, la mise à niveau systématique est insuffisante.

<sup>1</sup> Incidences de la crise ukrainienne: le prix des aliments pour animaux devrait augmenter à court et moyen terme. Les agriculteurs doivent donc être formés à l'utilisation des ressources locales pour l'alimentation des animaux (par une gestion appropriée des pâturages), y compris à la valorisation des sous-produits agricoles et industriels (paille de céréales et de légumineuses, tiges de maïs, drêches de brasseries, etc.) Les prix des combustibles ont augmenté au Lesotho, entraînant une hausse du coût d'exploitation des projets.

<sup>2</sup> Mofo, Liako. *Trade & Industrial Policy Strategies – Regional Wool Value Chain*, 2021.

<sup>3</sup> Les deux principales organisations de producteurs sont la Lesotho National Wool and Mohair Growers Association et la Skylight Wool and Mohair Association.

### **Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA**

6. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - axé sur les jeunes;
  - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
7. **Changements climatiques.** Le Lesotho connaît un accroissement de la fréquence des événements climatiques extrêmes, tels que les inondations et les sécheresses, et souffre d'une érosion importante de la couche arable et d'une baisse de la fertilité des sols. Ces tendances ont des répercussions négatives sur la production et la productivité du secteur de l'élevage et sur les moyens d'existence des producteurs.
8. **Inclusion sociale.** L'indice de développement humain du Lesotho est faible (165<sup>e</sup> rang sur 189 pays<sup>4</sup>). Malgré les progrès réalisés par le pays en matière de réduction de la pauvreté ces dernières années, des niveaux élevés de vulnérabilité économique persistent au sein de la population rurale. Le Lesotho a le deuxième taux de prévalence du VIH le plus élevé du monde (23%). Avec un taux de chômage de 32%, une portion importante de la population est privée de revenus stables et n'est pas en mesure de mobiliser des fonds de roulement, des actifs productifs ou des financements pour investir dans les moyens d'existence ruraux.

### **Justification de l'intervention du FIDA**

9. Le FIDA est aujourd'hui le partenaire de développement le plus important et le plus ancien des pouvoirs publics et du secteur de la laine et du mohair au Lesotho. Il est stratégique et recommandé de s'appuyer sur le Projet d'appui à la production de laine et de mohair et de continuer à travailler avec les quelque 45 000 producteurs de laine et de mohair pour consolider les résultats de ce projet et avoir un impact plus profond. Le projet se caractérise en outre par une approche favorable aux pauvres, sachant que la production de laine et de mohair est concentrée dans des districts où le taux de pauvreté est élevé.
10. Le secteur offre de réelles possibilités d'atténuer les risques climatiques et d'incorporer des aspects climatiques et environnementaux, tels que la gestion saine des animaux et des paysages qui est encouragée par des normes de production responsable de plus en plus demandées. Le FIDA peut tirer parti de ses connaissances et de son expérience d'envergure mondiale pour que le financement de l'action climatique soit pris en compte et pour préparer le sous-secteur à attirer potentiellement d'autres financements climatiques, notamment à titre de compensation interne des émissions, et des investissements connexes.
11. Après consultation des autorités publiques, il est clairement apparu qu'un moyen efficace de promouvoir une filière de la laine et du mohair plus inclusive et autosuffisante dans le pays était de constituer un consortium dirigé par les parties prenantes pour faciliter la gouvernance de la filière, sa réglementation et la prestation de services. Les connaissances mondiales du FIDA seront utiles pour aider les parties prenantes de la filière au Lesotho à mettre en place et à exploiter des systèmes de filières par l'intermédiaire d'un consortium de fonds et de sociétés fiduciaires.

---

<sup>4</sup> Cela correspond à un indice de développement humain égal à 0,527, d'après le profil de pays 2020 du Lesotho.

## B. Enseignements à retenir

12. La conception du Projet d'appui à la compétitivité de la filière de la laine et du mohair s'inspire de divers enseignements tirés de précédentes interventions, à savoir:
- i) La pérennisation et le retrait du projet sont pris en compte dès le départ, d'où la création du consortium de fonds et de sociétés fiduciaires (ci-après le consortium).
  - ii) Une attention particulière est accordée à la création d'un écosystème numérique viable, durable et axé sur les entreprises.
  - iii) La gouvernance et la coordination de la filière, recensées comme principales limites dans le cadre du Projet d'appui à la production de laine et de mohair, sont prises en compte et traitées par un renforcement institutionnel approprié qui s'accompagne de travaux de réglementation et d'élaboration de politiques.
  - iv) La poursuite du programme d'abattage et d'échange et la numérisation du plan d'élevage sélectif reproduisent à plus grande échelle des avancées importantes et renforcent les systèmes pour un approvisionnement fiable d'un point de vue génétique depuis le Lesotho.
  - v) L'approche de l'alliance productive et le recours limité aux subventions de contrepartie pour trois fenêtres seulement s'appuient sur l'évaluation de la première phase du Projet de développement de la petite agriculture et sur l'expérience tirée de l'exécution de sa seconde phase.
  - vi) Une approche en plusieurs étapes et les conditions de déclenchement autour de la gestion financière et des résultats s'inspirent de projets appuyés par le FIDA, tels que le Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence (Lesotho), le Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Togo) et le Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza (Rwanda).

## II. Description du projet

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

13. L'objectif global du projet est d'accroître la résilience économique et climatique des moyens d'existence des producteurs de laine et de mohair. L'objectif de développement consiste à promouvoir une croissance économique inclusive et durable et la création d'emplois dans le secteur privé dérivant de la production de laine et de mohair. Le projet ciblera quelque 45 000 ménages (environ 225 000 personnes) sur une période de sept ans (2023-2030), dont 50% de femmes et 35% de jeunes.
14. Le projet, de portée nationale, mettra cependant l'accent sur les régions montagneuses où l'incidence de la pauvreté est élevée et l'accès au marché limité, mais où le cheptel d'ovins et de caprins est important. Toutes les activités de la composante 1, à l'exception de la promotion des industries artisanales, seront mises en œuvre à l'échelle du pays, et ce dès la phase de démarrage<sup>5</sup>. Pour faciliter le démarrage et faire en sorte que le projet soit axé sur la réduction de la pauvreté, plusieurs activités de la composante 2 seront, dans un premier temps, ciblées géographiquement.

<sup>5</sup> Cette approche est influencée par les travaux fondateurs accomplis dans le cadre du Projet d'appui à la production de laine et de mohair et sur lesquels s'appuiera la majeure partie des activités de la composante 1. Le développement de l'industrie artisanale ciblera Berea et Leribe et sera progressivement étendu à d'autres districts.

15. Le groupe cible sera principalement constitué de petits exploitants de laine et de mohair. Les hangars de tonte seront le point d'entrée du projet, et par conséquent les membres des associations de producteurs de laine et de mohair au niveau des hangars de tonte formeront le groupe cible principal.

## **B. Composantes, résultats et activités**

16. Le projet comprendra trois composantes: i) appui à la création de systèmes de filières; ii) gestion et coordination de filières climato-compatibles; iii) gestion du projet.
17. **Composante 1: appui à la création de systèmes de filières.** Un appui à l'établissement et à la mise à niveau des systèmes sera fourni pour permettre à la filière de prospérer. Cette composante se décline en trois sous-composantes: 1.1) gouvernance de la filière et stratégie de secteur; 1.2.) production responsable de laine et de mohair; 1.3) développement commercial et industrie de la mode. Sous la houlette de l'unité de coordination du projet (UCP), cette première composante fournira un appui aux pouvoirs publics et aux acteurs de la filière pour améliorer la gouvernance et la réglementation et préciser les critères de certification dans le secteur grâce à l'établissement de systèmes, directives et réglementations au plan national. Dans le cadre des sous-composantes 1.2 et 1.3, le projet permettra de financer davantage de producteurs ruraux pour la mise à niveau des troupeaux (abattage et échange), et pour renforcer les filières nationales essentielles au moyen d'alliances productives (alimentation animale, élevage sélectif et services de santé animale).
18. **Composante 2: gestion et coordination de filières climato-compatibles.** Un appui sera apporté au fonctionnement et à l'amélioration des systèmes de filières locaux pour les amener à être autosuffisants. Cette composante se décline en deux sous-composantes: 2.1) accès à la finance productive et aux services; 2.2) filière responsable. L'exécution de la stratégie de secteur implique la consolidation du consortium récemment créé. En tant qu'organisme à but non lucratif composé de tous les acteurs de la filière, et doté d'un conseil d'administration, cette organisation pilotera la coordination et le développement de la filière en s'inspirant du modèle appliqué en Afrique du Sud. Dans le prolongement du renforcement des capacités, les actifs seront confiés au consortium qui sera chargé de leur gestion et administration dans le cadre de contrats axés sur les résultats. Par ailleurs, un fonds renouvelable chargé de subvenir aux besoins des agriculteurs en investissements de petite et moyenne dimension dans la filière permettra une sélection limitée de prêts en nature et viendra combler une lacune critique en matière d'investissement dans les exploitations agricoles.
19. **Composante 3: gestion du projet.** Cette composante appuiera l'exécution efficace et efficiente du projet. Elle se décline en deux sous-composantes: 3.1) communication pour le changement comportemental et suivi de l'apprentissage; 3.2) coordination du projet. Les activités seront axées sur les fonctions de suivi-évaluation, de communication et de gestion des connaissances. L'UCP s'occupera des activités fiduciaires traditionnelles et consultera les parties prenantes tout au long de l'exécution du projet.
20. **Stratégie d'exécution du projet et approche par étapes.** Le Projet d'appui à la compétitivité de la filière de la laine et du mohair sera exécuté en trois phases. La première phase, d'une durée de 18 mois, est la phase de démarrage et de mise en place des systèmes; la deuxième phase, d'une durée de deux ans, est la phase de mise en œuvre et d'exécution des systèmes; la troisième phase est celle de la reproduction à plus grande échelle, de la consolidation et du retrait progressif après le projet. Des missions d'appui à la supervision et à l'exécution examineront les progrès accomplis entre la première phase et la deuxième phase, et la mission

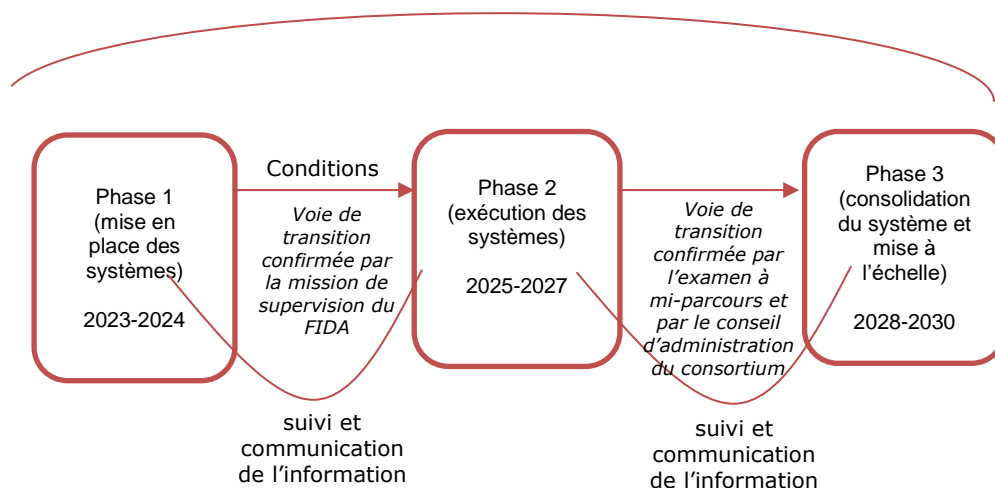


d'examen à mi-parcours examinera la transition de la deuxième vers la troisième phase.

21. Le passage de la première à la deuxième phase dépend de cinq critères liés à la performance: i) le plan d'entreprise pour le consortium est élaboré et validé par les acteurs et la structure de gouvernance est établie; ii) les systèmes fiduciaires, le logiciel de surveillance et le secrétariat du consortium sont établis et validés; iii) le consortium élabore un plan d'entreprise pour chaque actif qui lui est confié par les pouvoirs publics; iv) le consortium finalise le mécanisme d'exécution du fonds renouvelable, en particulier le système informatique, les manuels de financement et les critères d'éligibilité; v) un prestataire de services est engagé pour cibler, établir et aider les groupes d'épargne.

**Figure 1**

Approche programmatique en trois phases



### C. Théorie du changement

22. Le projet vise à créer des systèmes de filières viables et à renforcer et développer des institutions chargées d'exploiter ces systèmes de manière durable, afin que les producteurs puissent en retirer des avantages économiques et s'appuyer sur des systèmes de production et de marché plus résilients. Concrètement, le Lesotho a besoin d'institutions et d'organisations solides pour appuyer et améliorer sa production de laine et de mohair en fonction de la demande, et pour que cette montée en grade de la production des fibres réponde aux exigences du marché en matière de mode éthique. En l'absence d'institutions nationales solides, et d'intégration à la filière de la laine et du mohair sud-africaine, certains acteurs clés étant basés en Afrique du Sud, le Lesotho aspire à bâtir un consortium national de fonds et sociétés fiduciaires, comme point d'ancrage institutionnel majeur. Le projet viendra aider le pays à réaliser cette ambition.
23. En outre, le projet appuiera la numérisation des transactions pour créer un écosystème favorable à une filière basotho dans laquelle la gouvernance, la planification et les investissements sont transparents et basés sur des données. L'appui à des domaines essentiels pour la filière, tels que l'alimentation, la génétique et les services vétérinaires sera renforcé grâce à l'alliance productive et l'amélioration génétique d'un grand nombre de bêtes étant favorisée par le programme d'abattage et d'échange.

### D. Alignement, appropriation et partenariats

24. Le projet tient compte des priorités nationales du Lesotho, en ce qui concerne l'agriculture paysanne, le développement de la filière de la laine et du mohair, le renforcement des capacités des agriculteurs et l'amélioration de la productivité, telles qu'elles sont fixées dans le deuxième plan national de développement

stratégique et dans la politique agricole nationale globale. L'objectif de développement et les interventions du projet sont alignés sur ces deux plans stratégiques et concourront à la réalisation de leurs buts.

25. De manière générale, le projet tient compte des objectifs de développement durable suivants et contribuera à leur réalisation: 1 (pas de pauvreté); 2 (faim zéro); 8 (travail décent et croissance économique); 9 (industrie, innovation, et infrastructure); 10 (inégalités réduites); 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques); 15 (vie terrestre).
26. Le projet a été conçu en tenant compte des objectifs et des principes énoncés dans le programme d'options stratégiques pour le pays du FIDA 2020-2025 et il est en conformité avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 visant à favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural.

## **E. Coût, avantages et financement**

27. Le déficit de financement de 11,802 millions d'USD pourra être financé dans le cadre de cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance ou dans celui du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration), ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution.
28. Les composantes 1 et 2 du projet relèvent partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 4,130 millions d'USD, soit 20,4% de la contribution totale du Fonds.

### **Coût du projet**

29. Le coût total du projet, qui tient compte des hausses de prix et des circonstances matérielles, est estimé à 72,644 millions d'USD (soit 1 162,299 millions de maloti) pour la période d'exécution du projet d'une durée de sept ans. Les coûts par composante du projet sont les suivants: i) financement de la création de systèmes de filières: 42,109 millions d'USD, soit 58%; ii) gestion et coordination de filières climato-compatibles: 24,862 millions d'USD, soit 34,2%); iii) gestion du projet: 5,672 millions d'USD (7,8%).

Tableau 1

**Coûts du projet par composante et sous-composante et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		FIDA-MARE		Fonds de l'OPEP		FEM		Déficit de financement		Bénéficiaires		Emprunteur		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Composante 1: appui à la création de systèmes de filières</b>																
1.1 Gouvernance de la filière et stratégie de secteur	195	1,6	2 100	17,6	1 000	8,4	-	-	2 000	16,8	126	1,1	6 501	54,5	11 921	16,4
1.2 Production responsable de laine et de mohair	2 014	9,8	-	-	10 660	52,1	3 000	14,7	3 781	18,5	524	2,6	470	2,3	20 448	28,1
1.3 Développement commercial et industrie de la mode	3 757	38,6	-	-	3 631	37,3	-	-	1 952	20,0	380	3,9	20	0,2	9 740	13,4
<b>Sous-total</b>	<b>5 966</b>	<b>14,2</b>	<b>2 100</b>	<b>5,0</b>	<b>15 290</b>	<b>36,3</b>	<b>3 000</b>	<b>7,1</b>	<b>7 733</b>	<b>18,4</b>	<b>1 030</b>	<b>2,4</b>	<b>6 991</b>	<b>16,6</b>	<b>42 109</b>	<b>58,0</b>
<b>Composante 2: gestion et coordination de filières climato-compatibles</b>																
2.1 Accès à la finance productive et aux services	5 514	29,3	2 900	15,3	1 593	8,4	-	-	3 938	20,6	4 924	26,0	60	0,3	18 929	26,1
2.2 Filière responsable	1 310	22,1	-	-	984	16,6	2 200	37,1	-	-	1 427	24,1	13	0,2	5 933	8,2
<b>Sous-total</b>	<b>6 823</b>	<b>27,6</b>	<b>2 900</b>	<b>11,7</b>	<b>2 577</b>	<b>10,4</b>	<b>2 200</b>	<b>8,8</b>	<b>3 938</b>	<b>15,7</b>	<b>6 351</b>	<b>25,5</b>	<b>73</b>	<b>0,3</b>	<b>24 862</b>	<b>34,2</b>
<b>Composante 3: gestion du projet</b>																
3.1 Communication pour le changement comportemental et suivi de l'apprentissage	1 059	57,3	-	-	633	34,2	-	-	-	-	-	-	156	8,4	1 848	2,5
3.2 Coordination du projet	1 352	35,3	-	-	1 500	39,2	-	-	131	3,4	-	-	841	22,0	3 824	5,3
<b>Sous-total</b>	<b>2 411</b>	<b>42,5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 132</b>	<b>37,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>131</b>	<b>2,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>997</b>	<b>17,6</b>	<b>5 672</b>	<b>7,8</b>
<b>Total</b>	<b>15 200</b>	<b>21,0</b>	<b>5 000</b>	<b>6,9</b>	<b>20 000</b>	<b>27,5</b>	<b>5 200</b>	<b>7,2</b>	<b>11 802</b>	<b>16,2</b>	<b>7 381</b>	<b>10,2</b>	<b>8 061</b>	<b>11,1</b>	<b>72 644</b>	<b>100,0</b>

Tableau 2  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		FIDA-MARE		Fonds de l'OPEP		FEM		Déficit de financement:		Bénéficiaires		Emprunteur		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Dépenses d'investissement</b>																
A. Travaux de génie civil	116	1,4	-	-	3 460	40,3	-	-	1 506	7,6	-	-	3 500	40,8	8 583	11,8
B. Véhicules, équipement et matériels	4 966	23,7	-	-	5 813	27,7	5 000	23,8	3 400	16,2	1 178	5,6	629	3,0	20 987	28,9
C. Assistance technique	1 801	15,0	2 550	20,8	5 928	48,3	200	1,6	617	4,7	1 005	8,2	162	1,3	12 262	16,9
F. Formation et ateliers	2 085	53,4	450	11,5	1 354	34,7	-	-	15	0,4	-	-	-	-	3 904	5,4
E. Crédit et fonds de garantie	3 976	21,5	2 000	10,8	1 504	8,1	-	-	5 528	29,9	2 492	13,5	3 001	16,2	18 500	25,5
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	12 944	20,2	5 000	7,8	18 060	28,1	5 200	8,1	11 066	17,2	4 675	7,3	7 292	11,4	64 236	88,4
<b>II. Dépenses ordinaires</b>																
A. Salaires, traitements et indemnités	2 075	27,2	-	-	1 941	25,4	-	-	736	9,6	2 662	34,8	228	3,0	7 641	10,5
B. Dépenses de fonctionnement	182	23,7	-	-	-	-	-	-	-	-	44	5,7	541	70,6	767	1,1
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	2 257	26,8	-	-	1 941	23,1	-	-	736	8,8	2 706	32,2	769	9,1	8 408	11,6
<b>Total</b>	15 200	21,0	5 000	6,9	20 000	27,5	5 200	7,2	11 802	16,2	7 381	10,2	8 061	11,1	72 644	100,0

Tableau 3  
**Coût du projet par composante et sous-composante et par année du projet**  
(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>2028</i>	<i>2029</i>	<i>Total</i>
<b>Composante 1: appui à la création de systèmes de filières</b>								
1.1 Gouvernance de la filière et stratégie de secteur	188	6 560	2 047	47	3 035	22	22	11 921
1.2 Production responsable de laine et de mohair	4 185	7 221	3 439	3 222	972	783	625	20 448
1.3 Développement commercial et industrie de la mode	1 341	1 953	1 465	1 465	1 465	1 405	645	9 740
<b>Sous-total</b>	<b>5 715</b>	<b>15 735</b>	<b>6 951</b>	<b>4 734</b>	<b>5 473</b>	<b>2 209</b>	<b>1 292</b>	<b>42 109</b>
<b>Composante 2: gestion et coordination de filières climato-compatibles</b>								
2.1 Accès à la finance productive et aux services	1 431	2 576	2 981	3 436	3 190	2 845	2 470	18 929
2.2 Filière responsable	911	1 282	1 171	854	838	638	238	5 933
<b>Sous-total</b>	<b>2 341</b>	<b>3 858</b>	<b>4 152</b>	<b>4 290</b>	<b>4 029</b>	<b>3 484</b>	<b>2 709</b>	<b>24 862</b>
<b>Composante 3: Gestion du projet</b>								
3.1 Communication pour le changement comportemental et suivi de l'apprentissage	371	177	178	373	164	200	385	1 848
3.2 Coordination du projet	556	670	468	486	506	525	613	3 824
<b>Sous-total</b>	<b>927</b>	<b>847</b>	<b>646</b>	<b>859</b>	<b>669</b>	<b>726</b>	<b>997</b>	<b>5 672</b>
<b>Total</b>	<b>8 983</b>	<b>20 440</b>	<b>11 749</b>	<b>9 884</b>	<b>10 171</b>	<b>6 418</b>	<b>4 998</b>	<b>72 644</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

30. Les principales activités de démarrage et les investissements essentiels seront financés par des ressources du FIDA. Le Fonds de l'OPEP s'est en outre engagé à consentir un co-investissement d'au moins 20 millions d'USD, qui a été intégré au projet. Le projet, qui met un accent particulier sur la biodiversité, la santé des sols et les pratiques régénératrices, est éligible aux ressources au titre de la huitième reconstitution des ressources du FEM (FEM8), et un formulaire d'identification de projet a été préparé conjointement en ce sens par le FIDA et le par Gouvernement lesothan pour un montant 5,2 millions d'USD. Le cofinancement du Gouvernement a été approuvé par le comité d'investissement du secteur public et par le Conseil d'administration de l'organisme de coopération nationale en matière de développement du Lesotho. Un cofinancement du secteur privé y sera adossé par des contributions pendant l'exécution.

### **Décaissement**

31. Les fonds alloués au projet transiteront par un compte désigné de la Banque centrale du Lesotho libellé en dollar des États-Unis, distinct du système du compte unique du Trésor, de manière à éviter de potentielles contraintes de liquidité.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

32. Le taux de rentabilité économique est estimé à 13,5%, avec une valeur actuelle nette de 16,819 millions d'USD. Ces chiffres indiquent que, pour un coût d'opportunité du capital de 10%, le Projet d'appui à la compétitivité de la filière de la laine et du mohair générera un taux de rentabilité économique satisfaisant et qu'il est plus que justifié d'un point de vue économique. L'analyse de sensibilité, basée sur des augmentations de 10%, 20% et 50% des coûts du projet, indique des taux de rendement de 12,4%, 11,5% et 9,2%, respectivement.
33. Dans l'ensemble, le taux de rentabilité économique reste satisfaisant. Ces taux et cette stabilité s'expliqueraient par l'augmentation de la productivité des activités ciblées, grâce à l'adoption de systèmes productifs efficaces et résilients, y compris de techniques culturelles et de matériaux biologiques végétaux et animaux efficaces. Grâce à ces différentes mesures, les agriculteurs devraient obtenir une prime pour la laine et le mohair.

### **Stratégie de retrait et pérennisation**

34. La pérennisation du projet et la stratégie de retrait font partie intégrante de la conception du projet. On compte que le consortium continuera d'utiliser les actifs physiques et financiers qui lui seront confiés pour améliorer progressivement les fonctions de coordination de la filière et la prestation de services équitables aux agriculteurs et aux autres acteurs de la filière. Le consortium sera chargé de la gouvernance et de l'exécution des activités clés de la filière et fera fonction d'organe sectoriel pour l'ensemble de celle-ci.

## **III. Risques**

### **A. Risques et mesures d'atténuation**

35. Le risque global inhérent au projet est considéré comme substantiel. Après application des mesures d'atténuation, le risque résiduel est jugé modéré. Les risques ont été notés les plus élevés dans les sous-catégories suivantes: i) contexte national; ii) contexte environnemental et climatique; iii) passation des marchés. Après prise en compte des mesures d'atténuation des sous-catégories de risques retenues, le risque résiduel est globalement modéré.

Tableau 4  
Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Élevé
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Faible
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Faible
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
<b>Risque global</b>	Substantiel	Modéré

## B. Catégorie environnementale et sociale

36. **Le Projet d'appui à la compétitivité de la filière de la laine et du mohair est classé dans la catégorie environnementale et sociale préliminaire modérée.** Le projet est axé sur la productivité et sur l'environnement favorable à la filière de la laine et du mohair, et certaines de ses activités peuvent avoir des conséquences négatives pour l'environnement et accroître la pression sur les ressources naturelles. Toutefois, les effets négatifs potentiels sur l'environnement et la société sont limités, spécifiques au site, prévisibles et réversibles pour la plupart d'entre eux et peuvent être maîtrisés par l'application de mesures d'atténuation appropriées.

## C. Classement au regard des risques climatiques

37. **Le risque climatique est jugé substantiel.** On peut craindre de vastes répercussions liées aux changements climatiques. Les principaux risques liés aux changements climatiques auxquels sont exposés les petits exploitants des zones ciblées par le projet comprennent l'augmentation des températures et la variabilité des précipitations, avec des pluies plus intenses dans certaines zones, des saisons des pluies plus courtes et des sécheresses potentielles dans certains endroits. Cependant, les activités de gestion des risques devraient accroître la résilience et la capacité d'adaptation des ménages, des infrastructures, des communautés et des écosystèmes.

## D. Soutenabilité de la dette

38. Le risque lié à la dette extérieure du Lesotho est modéré, avec une marge de manœuvre limitée en cas de choc, comme il y a deux ans<sup>6</sup>. La dette extérieure, qui représente 82% de la dette publique totale, a été essentiellement contractée auprès de partenaires multilatéraux à des conditions concessionnelles. Les emprunts extérieurs, accordés à des conditions avantageuses, devraient rester essentiels pour financer les grands projets d'investissement. Cependant, le niveau de concessionnalité devrait diminuer progressivement à long terme, à mesure que le Lesotho se développe et devrait cesser d'être éligible aux ressources de l'Association internationale de développement. Les ratios dette extérieure/PIB et dette totale/PIB avoisinent des seuils de risque élevé, ce qui laisse peu de marge de manœuvre pour absorber de nouveaux chocs.

<sup>6</sup> Fonds monétaire international, « Kingdom of Lesotho: 2022 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Kingdom of Lesotho », 2022, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/06/08/Kingdom-of-Lesotho-2022-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-519018>.

## IV. Exécution

### A. Cadre organisationnel

#### Gestion et coordination du projet

39. Un comité de pilotage du projet sera établi pour fixer les orientations générales du projet et contrôler son exécution. Le comité de pilotage et les activités du projet seront appuyés par un comité technique consultatif composé de directeurs et de responsables des principales agences parties prenantes, y compris les départements ministériels.
40. L'UCP dirigera la coordination du projet au quotidien et sa gestion. Elle sera hébergée par le Ministère de l'agriculture, de la nutrition et de la sécurité alimentaire et sera dotée des effectifs adéquats, des professionnels étant recrutés par concours en externe. L'UCP coordonnera et appuiera étroitement la composante 1 et le consortium exécutera avant tout la composante 2. Ce modèle pluraliste de mise en œuvre des activités du projet répond aux principes consacrés régissant l'exécution des projets de développement des filières.

#### Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

41. **Gestion financière.** L'UCP et le consortium disposeront de structures appropriées pourvues d'un personnel expérimenté pour gérer les finances du projet. Ils prépareront les plans de travail et budgets annuels (PTBA) et percevront les avances du FIDA, en fonction du PTAB et du plan de trésorerie pour la période suivante. L'UCP fera l'objet d'un audit du Bureau du Contrôleur général, conformément à la réglementation nationale applicable, et le consortium et l'entreprise sociale liée à l'Initiative pour une mode éthique feront l'objet d'un audit réalisé par un cabinet d'audit privé supervisé par le Bureau du Contrôleur général.
42. **Passation des marchés.** Dans l'ensemble, les capacités institutionnelles en matière de passation des marchés sont considérées comme présentant un risque moyen. L'évaluation spécifique du projet, fondée sur les activités prévues du programme, fait apparaître la nécessité d'apporter des améliorations dans les domaines suivants: i) cadre réglementaire de la passation des marchés; ii) documents d'appel d'offres types; iii) suivi de la passation des marchés; iv) accès aux informations relatives à la passation des marchés. Par ailleurs, le FIDA fournira une assistance technique à distance et sur le terrain pour renforcer les capacités en matière de passation des marchés.
43. **Gouvernance.** Le risque inhérent au pays a été jugé élevé. D'après l'évaluation des politiques et des institutions nationales 2019 – classement 2020 de la Banque mondiale, le Lesotho enregistre une performance moyenne (score 3,3), et se classe 17<sup>e</sup> sur 40 pays d'Afrique subsaharienne (le score moyen étant de 3,1). Les principaux points faibles sont la politique budgétaire (note 2,5), la qualité de la gestion budgétaire et financière (note 2,5) et la qualité de l'administration publique (note 2,5) où l'absence de contrôles appropriés a entraîné une augmentation de la masse salariale en 2019 (environ 41% des dépenses publiques).

#### Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

44. Les associations d'agriculteurs désigneront des représentants et des experts chargés de porter leur voix au sein du consortium en tant qu'administrateurs et membres du conseil d'administration. Il s'agit d'une caractéristique essentielle de la participation du groupe cible. L'équipe de projet recueillera régulièrement les points de vue et opinions du groupe cible sur les résultats du projet, et les partagera avec le Gouvernement lesothan. Le projet s'appuiera sur des groupes de discussion réguliers, sur des enquêtes portant sur les indicateurs de base relatifs aux effets directs et sur des sondages annuels géoréférencés via WhatsApp pour recueillir des opinions et des réactions.



### **Mécanisme de réponse aux doléances**

45. Comme la mise en œuvre des activités agricoles se fera au niveau communautaire, la négociation et la recherche d'un accord par consensus seront les principaux moyens de régler les griefs de ceux dont les terres et les propriétés pourraient être touchées. Cela étant, un mécanisme de réponse aux doléances plus formel sera également mis en place (avec une sensibilisation appropriée). Les personnes concernées pourront opter pour l'un ou l'autre de ces deux systèmes parallèles (communautaire ou formel). Le circuit communautaire reposera sur des tribunaux informels administrés par des chefs traditionnels<sup>7</sup>. Le circuit formel associera le mécanisme de réponse aux doléances établi dans le cadre du projet.

### **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

46. La planification et la budgétisation seront intégrées aux processus publics et seront basées sur les PTBA selon une approche ascendante. Le cadre logique du projet guidera l'élaboration du PTBA et du système d'établissement de rapports et de suivi.
47. Les informations fiables et opportunes résultant du système de suivi-évaluation appuieront la prise de décision et la gestion adaptative. Les données sur les résultats et l'impact seront collectées au moyen d'enquêtes de référence, d'examens à mi-parcours et à l'achèvement, conformément aux directives du FIDA pour la mesure des indicateurs de base relatifs aux effets. Les données relatives à la résilience seront collectées au démarrage et à la fin du projet grâce aux fiches d'évaluation de la résilience du FIDA.
48. De plus, des études qualitatives seront menées dans le cadre du projet et des supports de connaissances sur les zones d'impact seront élaborés.

### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

49. Les principales innovations du Projet d'appui à la compétitivité de la filière de la laine et du mohair comprennent l'appui et le renforcement institutionnel du consortium, envisagé comme un mécanisme durable lié à la filière, qui reproduira à grande échelle et développera plus avant les stratégies couronnées de succès après la fin du projet, dans sept ans; la promotion d'une production et d'une certification responsables, de faibles émissions et l'amélioration de la biodiversité; la numérisation de la filière; la mise à niveau du programme national d'élevage; la création du système d'intervention et de surveillance pour les maladies; le partenariat avec les acteurs privés.

### **C. Plans d'exécution**

#### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

50. Les activités du projet s'appuieront sur celles du Projet d'appui à la production de laine et de mohair et, bien que le Gouvernement lesothan et le FIDA soient convenus de recruter l'équipe de la nouvelle UCP au moyen d'un processus de mise en concurrence, il est fort probable que le personnel du Projet d'appui à la production de laine et de mohair, en voie d'achèvement, contribuera au démarrage du projet. Le FIDA et le Gouvernement lesothan se sont engagés à consacrer des ressources au recrutement et au démarrage pour permettre l'exécution rapide du projet. Le consortium est en cours d'établissement dans le cadre du Projet d'appui à la production de laine et de mohair, en collaboration avec les principaux acteurs du secteur. Le Projet d'appui à la compétitivité de la filière de la laine et du mohair permettra par conséquent de renforcer les capacités d'une organisation naissante et non pas de repartir de zéro.

<sup>7</sup> Chefs de village, chefs, chefs principaux, conseil de district.

### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

51. Les missions seront organisées conjointement par le FIDA et par les pouvoirs publics. La supervision comprendra des missions de supervision conjointe annuelles, ainsi que des examens périodiques sur dossier pour s'assurer de l'exécution du projet à un rythme approprié. L'examen à mi-parcours aura lieu à mi-chemin du cycle de vie du projet et permettra d'évaluer de façon critique l'état d'avancement du projet au regard de son but et de son objectif de développement. L'achèvement du projet incombera au Gouvernement lesothan qui se concentrera sur les progrès accomplis, les enseignements tirés et la pérennisation des interventions.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

52. Un accord de financement entre le Royaume du Lesotho et le FIDA est l'instrument juridique régissant l'octroi du financement proposé à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié sera mise à disposition avant la session.
53. Le Royaume du Lesotho est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
54. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

55. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Lesotho un prêt à des conditions mixtes d'un montant de quinze millions deux cent mille dollars des États-Unis (15 200 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Lesotho un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de cinq millions de dollars des États-Unis (5 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Alvaro Lario

## **Negotiated financing agreement**

(Le document sera mis à disposition avant la session.)

## Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions	
	Indicator Name	Baseline	Mid-term*	End target	Source	Freq.	Resp.		
<b>Outreach</b>	<b>CI 1 Persons receiving services promoted or supported by the project<sup>8</sup></b>								
	# total people	0	22,500	45,000	MIS	Monthly	PMU	Project implementation takes place as planned	
	<b>CI 1a. Corresponding number of households reached</b>								
	# households	0	22,500	45,000	MIS	Monthly	PMU		
	<b>CI 1b. Estimated corresponding total HH members</b>								
	# people	0	112,500	225,000	MIS	Monthly	PMU		
<b>Goal</b>	<b>Households reporting increased resilience</b>								
<i>Improved livelihood resilience for smallholder wool and mohair farmers in targeted areas</i>	% of households reporting increased climate resilience	0	40%	70%	Survey using resilience scorecard	Baseline and completion	PMU/outsourced	Improved macro-economic conditions, no external shocks, stable prices	
	% of households reporting increased economic resilience	0	40%	70%					
<b>Development Objective</b>	<b>Households reporting an increase in incomes from wool and mohair</b>								
<i>Inclusive and sustainable economic growth and private-led job creation from wool and mohair</i>	# households	0	13,500	30,000	Survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Improved macro-economic conditions, no external shocks, stable prices	
	% of households	0	30%	67%					
	<b>Number of households with increased assets</b>								
	% of households	0	20%	45%	Survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Participation in saving groups and subsidized access to cooking stoves promotes asset building	
	<b>SF 2.1 Households satisfied with project-supported services</b>								
	# of households	0	18,000	36,000	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Project implementation takes place as planned and project services in line with needs and preferences of target group	
	% of households	0	40%	80%					
	# of household members	0	90,000	180,000					
	<b>SF 2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers</b>								
	# of households	0	18,000	36,000	COI surveys	Baseline, midline, end-line	PMU/outsourced	Local authorities support the move towards a more transparent and inclusive management of the wool and mohair value chain	
% of households	0	40%	80%						
# of household members	0	90,000	180,000						
<b>IE. 2.1 (Number) Percentage of individuals demonstrating an improvement in empowerment<sup>9</sup></b>									
# total persons	0	11,250	22,500	COI surveys	Baseline, midline, endline	PMU/outsourced	Associations of wool and mohair farmers are willing to accept new members and to give more voice to women and youth		
% total persons	0	25%	50%						
<b>Outcome 1.1</b>	<b>CI 2.2.4: Number (Percentage) of supported rural producers' organization members reporting new or improved services provided by their organization<sup>10</sup></b>								

<sup>8</sup> Indicator is disaggregated by gender, age and people with disabilities.

<sup>9</sup> Indicator is disaggregated by gender and age.

<sup>10</sup> Indicator is disaggregated by gender and age.

<i>Inclusiveness and transparency of value chain governance have improved</i>	# of members	0	15,000	30,000	COI surveys	Midline, end-line	PMU/Outsourced	The Trust Company model functions well in the Lesotho context
<b>Outcome 1.2</b> <i>Sustainable sector strategy adopted</i>	<b>Policy 3: Number of existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment</b>							
	# of documents	0	1	2	Project records	Annually	PMU	Policy makers willing to adopt reforms in the wool and mohair sector
<b>Outcome 1.3</b> <i>New employment opportunities are promoted in wool and mohair input supply (veterinary services) and value addition (cottage industry)</i>	<b>CI 2.2.1 New jobs created<sup>11</sup></b>							
	# of people	0	200	400	EFI records on new jobs in cottage industry	Yearly	PMU	International markets offer opportunities for Lesotho cottage production.
<b>Output 1.1</b> <i>Trust Company established and operational</i>	<b>Number of assets sustainably entrusted to Trust Company</b>							
	# of assets	0	20	60	MIS	Once	PMU	Trust company successfully set up by WAMPP project
<b>Output 1.2</b> <i>National systems (breeding, disease surveillance, testing, certification) enhanced to support the improvement of Lesotho clip quality</i>	<b>Number of users of studbook/surveillance app</b>							
	# of users of studbook	0	60	120	MOAFS records	Annual	PMU	Ministry of Agriculture takes the lead in designing and operating the system
	# of users of surveillance app	0	12,500	25,000				
<b>Output 1.3</b> <i>Farmers provided with access to culling &amp; exchange and to subsidized efficient cooking stoves</i>	<b>CI 3.1.3 Persons accessing technologies that sequester carbon or reduce greenhouse gas emissions<sup>12</sup></b>							
	# of total persons accessing technologies	0	8,500	16,600	Reports from association implementing the Culling & Exchange and from African Clean Energy (ACE) for the cooking stoves	Annual	PMU	Continued strong demand for improved animals and efficient cooking stoves
<b>Output 1.4</b> <i>Productive alliances have been installed</i>	<b>CI 1.1.3: Rural producers accessing production inputs and/or technological packages<sup>13</sup></b>							
	Total rural producers	0	15,000	30,000	Trust Fund Records	Annual	PMU	National providers of wool and mohair inputs and services are willing to collaborate with the project
	<b>CI 2.1.3: Rural producers' organizations supported<sup>14</sup></b>							
	Total rural producers	0	60	120	Trust Fund Records	Annual	PMU	National providers of wool and mohair inputs and services are willing to collaborate with the project
<b>Output 1.5</b> <i>Cottage industries supported with equipment and marketing services</i>	<b>People in cottage industries supported with equipment and marketing services<sup>15</sup></b>							
	# of total persons	0	200	400	Ethical Fashion Initiative (EFI) records	Annual	PMU	Women, youth, and PwD continue showing interest for employment in cottage industries
<b>Outcome 2.1</b> <i>Smallholder production of wool and mohair has sustainably increased in quality and quantity</i>	<b>CI 1.2.4 Households reporting an increase in production</b>							
	# of households	0	13,500	27,000	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	No external shocks, stable prices
	% of households	0	30%	60%				
	Total number of household members	0	67,500	135,000				
<b>Outcome 2.2</b>	<b>CI 3.2.2: Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>							
	# household	0	19,000	38,000	COI survey		PMU/outsourced	Certification induces farmers to adopt environmentally sustainable practices
	% of households	0	42%	84%				

<sup>11</sup> Indicator is disaggregated by gender, age, and people with disabilities.

<sup>12</sup> Indicator is disaggregated by gender, age, and people with disabilities.

<sup>13</sup> Indicator is disaggregated by gender and age.

<sup>14</sup> Indicator is disaggregated by gender and age.

<sup>15</sup> Indicator is disaggregated by gender, age, and people with disabilities.

<i>Wool and mohair farmers have adopted environmentally sustainable rangeland-management practices</i>	# of household members	0	95,000	190,000		Baseline, midline, completion		
	<b>CI 3.2.1: Number of tons of greenhouse gas emissions (CO2e) avoided and/or sequestered<sup>16</sup></b> ( <i>Nota bene: to be filled when carbon analysis is finalised</i> )							
	Hectares of land - Area (ha)	0	?	?	GLEAM -I and EX -ACT. Tools by FAO			
<b>Output 2.1</b> <i>In-kind loans disbursed to farmers and saving groups established</i>	<b>CI 1.1.5: Persons in rural areas accessing financial services<sup>17</sup></b>							
	# total persons accessing loans	0	15,000	30,000	Trust Fund records (for loans), and reports from Implementing partners (for savings)	Monthly	PMU	Continued demand for in-kind loans and continued interest in participation in savings groups
	# of total persons accessing savings	0	5,000	10,000				
	# of persons accessing financial services	0	20,000	40,000				
	<b>CI 1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services<sup>18</sup></b>							
# total persons	0	5,000	10,000	Trust Fund records (for loans), and reports from Implementing partners (for savings)	Monthly	PMU	Continued demand for in-kind loans and continued interest in participation in savings groups	
<b>Output 2.2</b> <i>Digital platform established and operational</i>	<b>Number of value chain actors registered on the platform uploading data on the shared digital platform</b>							
	% of farmers	0	50%	80%	Digital Platform	Monthly	PMU	Value chain actors consider the digital platform useful
	% of traders	0	50%	80%				
	% of input suppliers	0	50%	80%				
<b>Output 2.3</b> <i>Certification system established and operational</i>	<b>Percentage of Lesotho clip produced by beneficiaries meeting responsible standards</b>							
	% of clip	0	20%	60%	BKB records	Annually	PMU	Market prices continue providing incentives for responsible production

<sup>16</sup> Indicator is further disaggregated by, tCO2e/ha, tCO2e/ 20 years, CO2e/ha/year.

<sup>17</sup> Indicator is disaggregated by gender and age.

<sup>18</sup> Indicator is disaggregated by gender and age.

## Integrated project risk matrix

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<b>Country Context</b>	<b>High</b>	<b>High</b>
<b>Political Commitment</b>	<b>High</b>	<b>High</b>
<p>Risk(s): Lesotho will hold national elections in October 2022, and this has the potential of increasing instability in the country and further undermining the reform progress in the country. The ongoing in-fighting within the ruling party, poses a risk to post-election instability and ultimately contributes to a general climate of macro-uncertainty.</p>		
<p>Mitigations: At a macro level, Lesotho's parliament is under increasing diplomatic pressure to pass a reform bill that would in principle, undermine the institutional instability that has plagued the political sphere (i.e., random floor crossing). This bill is currently before parliament and could be passed prior to elections, which could curb some of the projected instability. At the portfolio level, the Lesotho country team will also proactively engage with the new government once it is installed. Dedicated meetings and briefing sessions with new decision makers will be sought and stronger integration with the UN system on engaging government will be adopted. While the potential of WaMCoP to respond to such a risk remains limited, the project will advance the following approaches:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Develop strong director level buy-in, as these bureaucrats often act as the institutional anchors in times of change.</li> <li>• The WaMCoP has carved out substantial space for enhanced private sector participation and implementation, therefore, providing a bulwark against some of the expected uncertainties in the political climate.</li> <li>• Contribute to policy development and capacity building under component 1 of the project.</li> </ul>		
<b>Governance</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<p>Risk(s): The fragility and uncertainty in Lesotho is manifesting in weakened governance and policy coherence. Transparency International's Country Corruption Perception places Lesotho at high risk in terms of corruption (38/100). The 2020 Afro Barometer SDG scorecard also highlights a decline in trust amongst Basotho, in their own public institutions. Lesotho is equally undertaking a national reforms process that is geared towards improved governance and strengthening of democratic institutions. A number of bills have been passed to parliament for their review.</p>		
<p>Mitigations: One of the embedded safeguards in the project against governance risks is the promotion of private sector participation and implementation in the project. The project is also working alongside key service providers (EFI) that contribute to enhanced service delivery and equally, institutional stability. Therefore, insulating the project from the macro-level governance issues flagged. Moreover, IFAD procurement rules and financial best practice will feature strongly to ensure rigorous compliance throughout the project life cycle. The recruitment of key staff, notably, the project director and financial manager, will be</p>		

competitive and transparent, which should contribute to a culture of effective governance.		
<b>Macroeconomic</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
Risk(s): Growth in Lesotho has been subdued for several years, even prior to the pandemic in 2020. The macroeconomic outlook for the country is contingent on the performance of South Africa and the United States. However, transfers from the Southern African Customs Union (SACU) which account for around half of the total tax take, will continue to reduce due to the economic contraction in the SACU region. This will require further economic adjustments in Lesotho and could very well see limited counterpart financing.		
Mitigations: Notwithstanding the importance of counterpart finance from the Government of Lesotho, the project is taking strides to mobilise counterpart finance from the private sector. This should insulate the project to some degree from the uncertainties embedded in the macroeconomic climate of the country. Experience has also shown that on-going projects have considerable leverage to advocate government to advance outstanding counterpart finance and this experience will feed into the legal agreement and equally into discussions with government.		
<b>Fragility and security</b>	<b>High</b>	<b>High</b>
Risk(s): The Kingdom of Lesotho has an unfortunately long history with political instability and security concerns. The spectre of fragility and security should be considered high, especially as the country will see the 2022 general elections taking place later this year. Moreover, the country is highly vulnerable to frequent and severe weather events, particularly flooding and drought.		
Mitigations: The strong promotion of a trust company that underpins the wool and mohair value chain, is an attempt to create a robust pocket of stability within Lesotho's civil society landscape.		
<b>Sector Strategies and Policies</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Policy alignment</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): The policy environment surrounding WaMCoP is favourable, as the comprehensive national agricultural policy, the national strategic development plan, and the livestock development policy all underscore key tenants of the project. However, the wool and mohair sector is still not underpinned by a clear and predictable sectoral strategy and this does pose some degree of risk, as ad-hoc policy decisions (i.e., marketing regulations of 2018) have often been undertaken in the vacuum of clear policy orientation.		
Mitigations: Under component 1 of the project, there will be concerted effort in supporting a sectoral strategy that will underpin key interventions in the sector. The sectoral strategy will be evidence-based and will look to create greater strategic and policy coherence in the wool and mohair sub-sector. Moreover, it is envisioned that the Trust Company will also be a player that drives policy development and can engage with the government on substantive issues.		



<b>Policy development &amp; implementation</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Lesotho suffers from a deficit in policy coordination and a lack of financial support that ensures key targets are met. Policy formulation is also not based on scientific research, which often makes it a subjective exercise.		
Mitigations: The project will specifically look to intensify the support it provides to key sector actors in driving formidable policies, with accompanying implementation plans. The project will specifically champion, multi-stakeholder policy formulation and implementation accountability under improved value chain governance.		
<b>Environment and Climate Context</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Project vulnerability to environmental conditions</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): The environmental vulnerabilities for WaMCoP activities include erosion, which may increase due to cultivation on slopes and sheep rearing. This will lead to land degradation and possible siltation of water channels. The current soil fertility conditions entail increased use of agro-chemicals for the desired levels of fodder production, which will lead to diffuse sources of pollution in some locations. Discharge of poor-quality effluent from slaughter slabs and other wool and Mohair value chain processing will result in point sources of pollution at these sites.		
Mitigations: The risks resulting from environmental conditions will be managed through the capacity building of the smallholders in environmental management and efficient resource use, including agro chemicals, erosion control measures such as vegetated contours, water conservation and focus on rehabilitation of existing rangelands.		
<b>Project vulnerability to climate change impacts</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Risk(s): The main climate change risks to reaching the WaMCoP objectives include rising temperatures and rainfall variability with more intense rainfall in some areas, shorter rainy seasons and potential droughts in some locations. High temperatures may lead to decreased yields and quality of fodder and degradation of grazing rangelands, increased pests and diseases incidences, poor drainage in low-lying areas and soil erosion that results in reduced water holding capacity and soil fertility.		
Mitigations: Climate change adaptation measures under WaMCoP include capacity building for the producers on husbandry activities and resource use efficiency, water use efficient irrigation systems. The infrastructure developed under WaMCoP will be climate resilient to improve water use efficiency and harvest rainwater for productive use.		
<b>Project Scope</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Project relevance</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): The risk is flagged as moderate due to the dynamic nature of the wool and mohair sector; however, the project has received extensive inputs from government and civil society representatives. There has also been alignment sought with government policies and IFAD internal frameworks.		
Mitigations: As indicated above the project has received extensive inputs from several officials spanning government, private and		

civil society sectors. Moreover, the project will go through a robust review cycle through the Public Sector Investment Committee (PSIC). Moreover, a key pillar of the project will see the "compacting" of value chain actors under a trust company, this should further contribute to an evolving "relevance" of the project, especially as the trust company will lead implementation of key activities.		
<b>Technical soundness</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Risk(s): WaMCoP will naturally build on the key lessons accumulated through the existing Wool and Mohair Promotion Project. However, The Trust Company and its key role in driving the project is a risk to be acknowledged. And naturally, a trust company that has a weak operational thrust in implementing selected activities, could undermine the effectiveness of the project.		
Mitigations: The Trust Company (which will be established before the project) will receive a robust evaluation of its ability to act as an implementing entity and where need be, will be supported to ensure it is able to carry out certain functions. Moreover, an 18-month implementation plan coupled with clear contingency plan will serve as guiding frameworks in the project design report and related annexes.		
<b>Institutional Capacity for Implementation &amp; Sustainability</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Implementation arrangements</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): The ministerial level risk here is quite minimal, as the line ministry is currently implementing two IFAD-supported projects. However, the ministry does have a deficit in terms of comprehensive institutional capacity and human resources that allow it to effectively deliver against its objectives. A risk related to the Trust Fund-Trust Company set-up is the delay in its establishment. There is also a risk that there could be a delay in establishing the input supply-pre financing system through the revolving fund		
Mitigations: WaMCoP has been conceptualised in such a manner, that the envisioned risk is managed. These necessary steps embedded in the project's concept include: <ul style="list-style-type: none"> <li>• An efficient PCU that will undertake all day-to-day operational functions related to the project</li> <li>• A steering committee that will strengthen oversight and provide guidance when called upon</li> <li>• The Line Ministry will be further capacitated, especially as the project intends to advance a sectoral strategy that will advance the wool and mohair value chain.</li> </ul> With respect to the Trust Fund-Trust Company delays, the following measures will be introduced: <ul style="list-style-type: none"> <li>• The Lesotho National Development Corporation will be requested to take over key activities related to the financing of the value chain, in line with their capabilities and strengths.</li> <li>• The project coordination unit lead key component 2 related activities, namely the roll-out of the certification system and supporting the digital platform.</li> <li>• The Trust Fund-Trust Company model will be evaluated in line with the phased approach and where necessary, a</li> </ul>		

<p>project level restructuring will take place to account for the delays. This might involve changing the implementation arrangements and empowering LNDC and the PCU to lead project implementation and making the Trust Fund-Trust Company set-up a key outcome of the project.</p> <p>In the event there are delays in establishing the input supply-pre financing system through the revolving fund, the following measures will be applied:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>The PCU and LNDC will sign a performance agreement contract that will see LNDC manage the revolving fund, while reporting to the project coordination unit. This will aim to fast-track any delays experienced if the input supply mechanism does experience substantial delays.</li> </ul> <p>These mitigation measures strongly align with discussions with LNDC, in particular, its role as a fall-back option in the project.</p>		
<b>M&amp;E arrangements</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p>Risk(s): This risk emanates from the executing agency's M&amp;E processes and systems are weak or inefficient, resulting in a limited ability to monitor, validate, analyse, and communicate results, capture lessons, and adjust implementation to seize opportunities and take corrective actions in a timely manner.</p>		
<p>Mitigations: WaMCoP will be staffed by an M&amp;E officer, M&amp;E assistant, and KM and communication officer. A robust M&amp;E system will be linked to the project's Management Information System (MIS) and data on outcomes and impact will be collected through a set of three surveys (baseline, mid-line, and completion). Moreover, the WhatsApp yearly surveys piloted by ROLL, will be integrated into WaMC-P and this will provide another layer of assessing the delivery of project services and related lessons learned.</p> <p>The digital platform will also provide another critical feedback loop that will inform the decision making of the project and fundamentally, assist in taking corrective measures if the occasion arises.</p>		
<b>Procurement</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Legal and regulatory framework</b>	<b>High</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s): No procurement law exists, as the procurement framework consists of the 2007 Public Procurement Regulations and Procurement Manual. No national standard bidding documents currently exist. There is no reliable record/database for either monitoring procurement management or tracking procurement activities and methods used. Public access to procurement information is insufficient.</p>		
<p>Mitigations: In 2018, the government released "The Public Procurement Policy", the first step towards a new and more comprehensive and efficient public procurement framework. Specifically, the government set the development of public procurement policies, legislation, guidelines and processes as a primary objective. As of June 2022, no progress in the rolling out of the new public procurement framework was noticed. As a transitional measure until an updated and complete national public procurement framework is rolled out in the country, procurement under WaMCoP will follow IFAD's project procurement framework, resulting in the full adoption of IFAD's</p>		

<p>Project Procurement Guidelines, Project Procurement Handbook and Standard Procurement Documents. WaMCoP will be set up on the Contract Monitoring Tool (CMT) function of ICP, thus allowing for efficient tracking of contracts, including data on what has been procured, value of procurement and identity of suppliers, contractors, consultants and service providers. IFAD will periodically carry out a review of the quality of data inserted in the CMT to ensure it is accurate and up to date. IFAD can strongly encourage government through policy dialogue to accelerate the completion of the PPAD website, and it is recommended that it do so through the COSOP consultations with the government. Once completed, the PPAD website will grant full access to information concerning audit reports, compliance reports, procurement statistics, standard bidding documents, complaints &amp; appeals, blacklisted firms, annual procurement plans, bid notices and contract awards.</p>		
<p><b>Accountability and transparency</b></p>	<p><b>Substantial</b></p>	<p><b>Moderate</b></p>
<p>Risk(s): the country lacks publicly available information on the procurement complaints management, specifically concerning cases being heard and applicable procedures. While Lesotho presents a medium Country Corruption Perception Index Score (38/100), the local authority responsible for investigating corruption allegations is not independent from the government and no systematic debarment system is in place. Furthermore, there is an unclear relationship between the procurement units, the Procurement Policy, and Advice Division (PPAD) and the Directorate on Corruption &amp; Economic Offence (DCEO), which is Lesotho’s anti-corruption authority. The risk is that accountability, transparency and oversight arrangements could be inadequate to safeguard the integrity of project procurement and contract execution, leading to potential cases of mis procurement and unintended use of funds.</p>		
<p>Mitigations: The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all projects, vendors and third parties, in addition to the relevant national anticorruption and fraud laws. Pursuant to said Policy, IFAD has the right to sanction firms and individuals including by declaring them ineligible, either indefinitely or for a stated period of time, to participate to any IFAD-financed and/or IFAD-managed activity or operation. IFAD also has the right to unilaterally recognize debarments by any of the International Financial Institutions that are members to the Agreement for Mutual Enforcement of Debarment Decisions if such debarments meet the requirements for mutual recognition under the Agreement for Mutual Enforcement of Debarment Decisions. IFAD can strongly encourage government through policy dialogue to accelerate the adoption of the Public Procurement Bill, 2018, which provides the establishment of an autonomous Public Procurement Authority tasked with debarring suppliers, contractors or consultants from participating in public procurement/ IFAD/ All years of project implementation. IFAD can also strongly encourage government through policy dialogue to publicly share information concerning cases being heard by the Procurement Tribunal, as well as a copy of the rules governing the proceedings of the Procurement Tribunal, and it is</p>		

recommended that it do so through the COSOP consultations with the government.		
<b>Capability in public procurement</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): The recruitment process of project staff may not guarantee the standards of competition, fairness and transparency required by IFAD. The selected staff may need capacity buildings in donor-funded procurement and the IFAD project procurement framework.		
Mitigations: IFAD will monitor the recruitment process of WaMCoP's procurement staff, to ensure competition, fairness and transparency. The Procurement Officer and Procurement Assistant to be invited to the BUILDPROC, the procurement certification programme launched by IFAD and the ITCILO. The BUILDPROC focuses on the integration of safeguards into procurement and on challenges faced by borrowers/recipients in their local markets. IFAD will provide in-person and remote trainings on its project procurement framework and international procurement practice from the start-up phase of WaMCoP. The Procurement Unit, Tender Panel and Technical Units of MAFS should attend said trainings together with the relevant members of the PMU.		
<b>Public procurement processes</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Currently, foreign companies are required to pay cash to collect bidding documents from the procurement office. There is a risk that procurement plans will be submitted for IFAD's no-objection late, that is when the corresponding financial year has already begun. Additionally, it has been observed that PMUs tend to react to IFAD's comments to the procurement plan with considerable delay, which further delays IFAD's No-Objection. Procurement staff may not be adequately or timely involved during the planning phase of the AWPB. One key risk that affected the earlier IFAD-funded project implemented by MAFS (WAMPP) was the expiration of the bid validity period before contract award, which resulted in a number of procurement processes having to be repeated. The contracts awarded following an ICB process are advertised on UNDB online. For other procurement methods, advertising is not always done. Another key risk for the project is contract administration and management. In fact, WAMPP's PCU exhibited instances of weak contract management, causing a number of contracts to expire before completion and without a timely extension. This was further exacerbated by WAMPP failing to keep contract data updated on the CMT. Therefore, this may also constitute a risk for WaMCoP. Substantial delays with works contracts have been noticed with WAMPP, with contractors abandoning the construction site in some cases. For WAMPP, record retention was found to be needing improvement with reference to procurement processes carried out by entities other than the PCU (e.g. (e.g., the LNWGMA). This may constitute a risk for WaMCoP as well, considering that the identified implementing partners will carry out procurement process directly.		
Mitigations: WaMCoP will ensure that access to bidding documents by foreign firms is also available online. To that end, WaMCoP will set up its own website, where a GPN and tender opportunities will be advertised. The provisions of the financing agreement stating that the Lead Project Agency shall submit a		

<p>draft AWPB and procurement plan to IFAD no later than sixty days before the beginning of the relevant project year must be enforced. The calendar of IFAD’s implementation support missions could be adjusted to precede the project’s planning period, thus providing timely support and not impeding the planning process. Additionally, the PMU will be encouraged to be more proactive in addressing IFAD's comments to the procurement plan and to implement simple upgrades as soon as possible, even pending more serious matters that will require an overhaul of the plan. This will allow the PMU to receive a timely IFAD's No-Objection to the procurement plan, while working on further improving the same during the financial year. The procurement unit must be adequately consulted during the planning phase before the beginning of each financial year. This will allow the procurement unit to provide feedback on whether procurement activities are achievable within the targets of the AWPB. The PIM will define the rules of engagement for procurement staff during the annual planning process. Given the delays often affecting evaluation of bids, the PMU of WaMCoP will be cautioned to closely monitor the bid validity period of all ongoing procurement processes. This will also be captured in the PIM. WaMCoP will publicly advertise all contract award on its website. The PIM of WaMCoP will clearly state responsibilities for contract management and the procurement unit must ensure that each contract signed clearly mentions the assigned contract manager. IFAD’s Contract Monitoring Tool (CMT) will be deployed from the start-up phase of the project and the ESA Procurement Team will follow up with the procurement team to ensure that contract data inserted therein is accurate and up to date. For civil works, the contract manager will be the project engineer, who will be competitively recruited. The PIM will also encourage the PMU to engage in formal correspondence with contractors whenever performance delays occur. Additionally, the PIM will require the PMU to apply all remedies available under the contract and to timely extend contracts about to expire when the related works are still outstanding. The PIM of WaMCoP will clearly state that copies of all contract administration records will have to be kept at the PMU offices, regardless of the implementing agencies. To that end, adequate filing space must be allocated at the PMU offices.</p>		
<p><b>Financial Management</b></p>	<p><b>Substantial</b></p>	<p><b>Moderate</b></p>
<p><b>Organization and staffing</b></p>	<p><b>High</b></p>	<p><b>Moderate</b></p>
<p>Risk(s): The Lead Project Agency, MAFS, has previously implemented some IFAD -funded projects. The LPA will establish a PMU to manage component 1 and component 3 activities while a Trust Fund and Trust Company will be formed to lead Component 2 activities. Considering that there will be multiple implementing agencies with fiduciary responsibilities, there is a risk of complexity in reporting lines and logistical set up which may lead to inadequate FM organisational arrangements.</p>		
<p>Mitigations: One Finance Manager and one Accountant will be competitively hired at the PCU level. Additionally, one Accountant will be competitively recruited for the Trust Fund/Company to support the Trust’s technical/operational staff, overseeing the financial transactions and will have a functional reporting line to</p>		

PMU Finance Manager. FM capacity on IFAD's practices will be built through regular training courses for project staff.		
<b>Budgeting</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Low budget credibility arising during implementation due to unrealistic estimates and un-clarity in roles and responsibilities in the planning process. Risk in timely budget submission to IFAD due to lengthy consolidation processes		
Mitigations: Start drafting the budget in the 3rd quarter of each year to allow for timely consolidation and sharp scrutiny for realistic estimates. Effective budget-module installed to monitor deviations. WaMCoP PCU to manage the process so that final revisions are agreed upon timely to facilitate PCU's submission of final consolidated AWPB within 60 days before the beginning of each year.		
<b>Funds flow/disbursement arrangements</b>	<b>High</b>	<b>Moderate</b>
Risk(s): Risk in timely flow of resources to the Trust Fund /Company due to the complex organizational structure. Also, irregular submission of WA may disrupt access to funds, leading to cross-financing practices and delay in implementation.		
Mitigations: WaMCoP PCU's quarterly submission of Interim Financial Reports (IFR) inclusive of cash forecast for the next two quarters will ensure prompt liquidity phasing. Implementing partners, through memorandum of understanding (MoUs) and strong reporting framework, will secure that fund financed by IFAD will flow to beneficiaries for the intended purposes of the project and that any residual funds will be returned to IFAD through WaMCoP PCU.		
<b>Internal controls</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Risk(s): Understaffed internal audit unit at the LPA unable to undertake regular internal audits. Also, the organizational set up with cross reporting lines may pose challenges to the internal control flow.		
Mitigations: Use of external assurance service providers to conduct WaMCoP's internal audits twice a year supervised by Project Steering Committee (PSC). Performance audits for the Trust Fund and Trust Company performed on six-monthly basis by reputable external assurance audit services provider supervised by the Office of Auditor General (OAG) to report on key operational milestones including evidence of strong management and proper functioning of the Trust Fund and Trust Company. Finalizing the first draft of the PIM, including the finance manual section, before implementation start WaMCoP PIM/FMM with clarity on the financial coordination roles by the PCU which will include: (i) budget planning, preparation and monitoring in close coordination with Finance Manager and M&E Specialist, (ii) budget execution and treasury management, (iii) financial reporting to Government and IFAD, (iv) accounting software implementation and customization, (v) coordination of internal/external audit, (vi) compliance with IFAD's processes and procedures and (vii) securing FM operational continuity relating the opening and the closing of projects.		
<b>Accounting and financial reporting</b>	<b>High</b>	<b>Moderate</b>

Risk(s): Lesotho Government currently uses Integrated Information Management Systems (IFMIS) for financial accounting and reporting. IFMIS can provide adequate audit trail, regulate access control, and budget vs actuals reports. However, donor project accounting is done outside IFMIS because of operational issues such as incomplete records and unreconciled items. Need to accurately record and account for in-kind contributions		
Mitigations: Timely contracting for an off-the-shelf accounting software with the adoption of the chart of accounts of the Ministry of Finance so that once the operational issues of IFMIS are resolved, the project can transition to IFMIS. The software shall have an effective budget module and reporting capacity aligned to IFAD's minimum requirements at the PCU and for all implementing agencies with fiduciary responsibilities. WaMCoP PCU prepares consolidated financial reports for the purposes of monitoring and reporting to IFAD (IFRs and AFS).		
<b>External audit</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Delayed /inadequate external scrutiny of WaMCoP-P. Also, WaMCoP-P will work with private sector implementing agencies with fiduciary responsibilities (Trust Fund/ Company and Ethical Fashion) which will manage some key aspects of the project. According to the Office Auditor General, Trust Funds and Companies with less than 50% Government shareholding are not subject to OAG audit.		
Mitigations: Early engagement of OAG for exploring availability/capacity to include WaMCoP into yearly OAG work plan. Trust Fund Company and Ethical Fashion to be audited by a private audit firm but supervised by the OAG.		
<b>Environment, Social and Climate Impact</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Biodiversity conservation</b>	<b>Moderate</b>	<b>low</b>
Risk(s): The expansion of agricultural activities, e.g. establishment of sheep studs, sheep sheds and improvements of grazing areas is likely to have adverse impacts on biodiversity conservation depending on the current use of the land to which the expansion will occur. Additional risks also result from the infrastructure development that will also potentially entail land use change and clearance of vegetation.		
Mitigations: The expansion of agriculture areas will target degraded areas that can be rehabilitated as much as possible. The expansion and infrastructure development will be in non-sensitive areas and rehabilitation will be promoted in areas where vegetation will be removed.		
<b>Resource efficiency and pollution prevention</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Activities targeting improved productivity will result in increased use of agro-chemicals and water resources for the different value chains. The increased use of agro chemicals will result in point pollution for the land and some water sources.		
Mitigations: The capacity building for the smallholders will include optimal use of agrochemicals with safe handling and disposal. Water resource use efficiency will be promoted through the soil and water conservation activities as well as the efficient irrigation systems.		



<b>Cultural heritage</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Natural features, antics and relics may be destroyed in the project area e.g., during excavations for foundations for agriculture infrastructure.		
Mitigations: (i) Conduct feasibility studies, fencing, introduce proper antiquity education programmes; (ii) Come up with a Physical cultural resources' management plan; (iii) Establish procedure for chance finds.		
<b>Indigenous Peoples</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Lesotho consists almost entirely of the Basotho people (99.7%) and the other subgroups are poorly defined and essentially part of the Basotho people.		
Mitigations: All people (Basotho) to be treated equally regardless of possible different ethnic origin.		
<b>Community health and safety</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Workers (i.e., shearing shed workers) contracting diseases at work. Risks are also likely to result from zoonotic diseases considering that WaMCoP is a livestock intervention.		
Mitigations: To mitigate the risks the following approaches will be adopted: <ul style="list-style-type: none"> <li>Promote safe work through Standard Operating Procedures, training and awareness raising</li> <li>Encourage and enforce the use of PPE</li> <li>Supporting first-aid box and to provide minimal level of training;</li> <li>Enlisting the names and numbers of village doctors in nearby community places/shops;</li> <li>Encourage regular workplace cleaning</li> </ul>		
<b>Labour and working conditions</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Poor working conditions at sheep sheds.		
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> <li>Ensure contractors adopt principles of decent work and the associated work programme in Lesotho.</li> <li>Monitor execution of cash-for-work programmes</li> <li>Ensure grievance mechanisms are known and accessible to workers</li> <li>Promotion of nutrition-sensitive meals during working hours</li> <li>Supporting first-aid box and to provide minimal level of training</li> </ul>		
<b>Physical and economic resettlement</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Risk(s): No physical resettlement is envisaged. However economic resettlement may occur if: <ul style="list-style-type: none"> <li>If the project embarks on establishing additional sheep and goats breeding studs, land consolidation and/or clearing of bona-fide occupants of government land could occur.</li> <li>If the project pilots larger fodder production and land-consolidation (either at sharecropping or through formal block-farm building, this could also trigger land-re-allocation in principle.</li> </ul>		

<ul style="list-style-type: none"> <li>Depending on the types of activities that will be employed, the improved grazing rangeland management may result in deprivation of members of the community from accessing some resources.</li> </ul>		
<p>Mitigations: Enforce the implementation of the Resettlement Plan Framework.</p> <p>Avoid any subprojects that will entail any physical displacement of people.</p> <p>Minimise any potential economic displacements.</p>		
<b>Greenhouse gas emissions</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
<p>Risk(s): Emissions may emanate from accumulations of Sheep and Goats dung (<b>nitrous oxide</b>) if not properly managed especially at sheep and goats studs.</p>		
<p>Mitigations: Use of sheep and goats' dung as farm manure since it gets assimilated into the soils and broken down by bacteria if it is spread out in the fields.</p>		
<b>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s): Most of the WaMCoP target beneficiaries depend on rain-fed agriculture for their livelihoods. This dependency increases their vulnerability to variable climate. Some of the WaMCoP locations are also water stressed, which increases the vulnerability of the ecosystems.</p> <p>There is also the risk of accelerating land degradation and the total loss of topsoil on sloping rangelands.</p>		
<p>Mitigations: CSA investments will reduce the vulnerability to climate variability. The CSA investments that will reduce the risks include the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Building capacity and developing Knowledge and decision support systems to manage the risks.</li> <li>Efficient water management including use of alternative water sources to contribute to addressing water stress and incidents of drought.</li> <li>Establishing off farm enterprises to supplement livelihoods for the farmers.</li> <li>Shifting crop calendars to fit into changing climate.</li> <li>Enhance community level irrigation to bolster fodder production</li> <li>Development of new crop varieties and technologies to support farming.</li> <li>Investing in disaster risk reduction and management (DRR/M) and improved monitoring and early warning systems.</li> </ul> <p>To manage the risk of further land degradation, WaMCoP will partner with ROLL to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Invest in proper land use planning and management including greening, afforestation, and rangeland management.</li> <li>Through the land management plans of the responsible standards use that as an operational entry point support institutional structure, such as grazing associations to better manage the rangelands.</li> <li>Support the implementation of the rangeland management act and the enforcement of grazing rules and related fines</li> </ul>		

<b>Stakeholders</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Stakeholder engagement/coordination</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Envisioned risks relate to the following: <ul style="list-style-type: none"> <li>• level of participation of all relevant stakeholders during project planning and designing</li> <li>• lack of ownership of the project by the locals.</li> </ul>		
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> <li>• All relevant stakeholders should be continuously involved and attend meetings from planning to implementation.</li> <li>• Integrate gender sensitive approaches into all activities including training.</li> <li>• Inform and encourage beneficiaries to use project's SEA-Grievance and Redress Mechanism (GRM) to report any misconduct.</li> <li>• Conduct all-encompassing and continuous Stakeholder Engagement to keep all stakeholder abreast with the project progress.</li> </ul>		
<b>Stakeholder grievances</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Grievance redress mechanism not availed to project stakeholders. And channels for lodging complaints not clarified to stakeholders		
Mitigations: GRM should be well publicised to all potential PAP. <ul style="list-style-type: none"> <li>• The access point for impacted/concerned people should be as closest to them as possible and at all WaMCoP offices.</li> </ul>		